

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?734-la-democratie-directe-contre-la>



# La démocratie directe contre la « démocratie représentative » (1/2)

- Nos textes - Analyses -

## **Démocratie directe** Principes, enjeux et perspectives

Date de mise en ligne : samedi 15 mars 2014



---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

Ce texte fait partie de la brochure n°20, « Démocratie directe : Principes, enjeux, perspectives - Première partie : Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques ».

Elle est en vente pour 3Euros [dans nos librairies](#). Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est aussi possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

Sommaire de la brochure n°20 « Première partie : Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques » :

[index.php?action=image\\_responsive&img=IMG/png/VignetteDDI.png&taille=200&1621970997](http://index.php?action=image_responsive&img=IMG/png/VignetteDDI.png&taille=200&1621970997)

- [Introduction générale](#)
- [Donner sa voix ou prendre la parole](#)
- [Élections 2012 : l'oligarchie change de visage](#)
- Le gouvernement représentatif contre la démocratie directe - Ci-dessous
- [Les justifications théoriques de l'oligarchie](#)

Sa sortie a fait l'objet d'une [réunion publique en juin 2013, dont le compte-rendu est en ligne](#).

---

Ce texte [1] a pour objet de montrer ce qui sépare le système politique existant, appelé « démocratie représentative », de ce que pourrait être une véritable démocratie. Il se divise en quatre parties. Dans la première, nous constatons que les régimes politiques actuels sont hybrides et que ce sont leurs traits non démocratiques qui l'emportent sur leurs traits démocratiques. Dans les parties suivantes, nous voulons montrer que cette situation n'est pas un hasard, mais bien l'aboutissement à la fois logique et historique d'un régime bicentenaire qui n'a fait qu'aggraver les périls depuis une cinquantaine d'années. Enfin, dans la quatrième partie, nous précisons l'héritage sur lequel pourrait, selon nous, se fonder un régime réellement démocratique.

## I. Les impasses du régime actuel

Un malaise profond grippe le système électoral et politique actuel. Cette situation que nous connaissons tous est la conjonction de plusieurs choses.

### L'aggravation de la situation générale

D'abord, notre inquiétude grandit face à un avenir de plus en plus incertain. Des problèmes perdurent et s'aggravent depuis des décennies (chômage, logement, environnement...), d'autres apparaissent (insécurité, corruption

systématique, malbouffe) et rien ne vient ne serait-ce que freiner leur progression. D'une manière plus générale, nous constatons surtout une décomposition de nos sociétés, visible de mille manières : la notion de devoir et de responsabilité semble disparaître à tous les échelons ; la vie en société devient une gêne nécessaire pour les petites affaires personnelles de chacun ; le respect mutuel populaire minimum est en train de se restreindre aux cercles privés, etc. Parallèlement, ce qui a pu faire de l'Occident une source d'inspiration légitime pour le reste du monde est en train de s'effondrer : les droits, les libertés, les acquis sociaux ne cessent de se restreindre, sous la pression des *lobbies* économiques, des corporatismes et des communautarismes divers.

Tout cela demanderait un sursaut, des mesures d'urgence, des politiques énergiques. Mais nous constatons aussi avec inquiétude que ceux qui dirigent ne sont pas à la hauteur, quels qu'ils soient. Au contraire, ils naviguent à vue, au gré de leurs intérêts particuliers et ne prennent que des mesures de court terme. Ils se lancent dans un jeu de manipulation psychologique de la population, leur seul souci étant de la contrôler et d'éviter des débordements excessifs. Incapables de prévenir les cata-strophes qui s'annoncent, ils épuisent les marges de manoeuvre de la situa-tion actuelle, en accélérant le délabrement social et le ravage écologique.

### Les sentiments contradictoires de l'électeur

Nous sommes ainsi tiraillés entre des sentiments contradictoires. D'un côté, le désir de peser sur une société qui devient folle, l'idée que les droits politiques dont nous jouissons, même s'ils s'évaporent, restent exception-nels en regard du reste du monde, et plus encore des sociétés passées. De l'autre, le sentiment que chaque scrutin ne résout strictement rien, que le pouvoir tombe systématiquement aux mains d'irresponsables, incapables d'éviter seulement que les choses n'empirent. Ces sentiments contradic-toires se répercutent sur le système électoral.

Par exemple, les taux de participation aux élections restent relativement élevés, mais les élus connaissent un discrédit quasi immédiat : les « états de grâce » ne durent plus que quelques semaines, et encore. Les partis se maintiennent, se transforment, se rebaptisent, mais ne proposent aucune vision d'avenir. Ils sont désertés et ne sont plus que des marchepieds pour carriéristes. Les campagnes électorales rythment la vie du pays, mais nos choix sont de plus en plus volatils et équivoques : non-inscription sur les listes électorales, abstention, vote nul, vote blanc, vote antisystème, vote sanction, vote « à la gueule », etc., sans même parler du clientélisme qui se développe rapidement. A part quelques enrégimentés, la plupart des électeurs se déplacent « histoire d'éviter le pire », et particulièrement concernant leurs petits intérêts du moment. Mais, dans ce cas-là, « éviter le pire » sert essentiellement à approuver ce système et à légitimer une clique qui continue à piller la planète et à nous conduire droit dans le mur.

### Une oligarchie gestionnaire et prédatrice

Le sentiment que « c'est tous la même bande » se renforce. Il tient au fait que les élus se comportent tous en simples gestionnaires de ce qui existe et qu'on ne distingue plus les gestionnaires de gauche des gestionnaires de droite. La compétition électorale ne met plus en présence des choix de société différents, et il n'existe plus de camps politiques bien marqués : une fois élus, tous mènent la même politique à courte vue qui vise à mettre toute la société sous la coupe réglée des intérêts des puissants, des intérêts financiers, des banques, des capitalistes. La « gauche » se fendra de quelques mesurette sociales, histoire de limiter la casse et de prévenir les réactions populaires.

Et tous justifient cela en disant que des circonstances extérieures (la crise, le bilan du prédécesseur, la mondialisation, Bruxelles) n'ont pas permis de mener d'autres politiques. Du coup, les électeurs n'ont plus de vrai choix : les programmes électoraux perdent leur sens car ils n'engagent plus à rien - et d'ailleurs, ils tendent à disparaître complètement.

A la racine de cette situation inédite, il y a la superficialité et la stérilité stupéfiantes de la caste dirigeante. Car l'oligarchie en place n'a presque rien de commun avec la bourgeoisie occidentale qui existait il y a encore un siècle : celle-ci reprenait l'institution sociale des pays occidentaux de fond en comble, donnant un sens entièrement nouveau à l'éducation, aux moeurs, à la conduite civique, au rapport du citoyen avec le pouvoir. Elle a aussi bouleversé radicalement presque tous les domaines de la vie humaine : la production matérielle, la création artistique et culturelle, la re-cherche scientifique, l'interrogation philosophique, existentielle et morale. Bref, elle a réorienté la vie humaine vers d'autres finalités en lui donnant un *sens* entièrement nouveau, un projet de société de longue haleine.

C'est précisément dans cette perspective que les différents courants politiques ont pu surgir en tant que projets de sociétés antagonistes à celui de la bourgeoisie. C'est le cas des mouvements ouvriers dont les luttes populaires acharnées ont radicalement changé le monde occidental (et pas seulement) depuis deux siècles, malgré le fait qu'ils n'ont pas pu abattre les régimes en place.

A l'opposé, l'oligarchie actuelle ne cherche plus que l'accumulation matérielle, la consommation hystérique, la jouissance toujours insatisfaite, l'hédonisme vulgaire. Les pratiques maffieuses, les manipulations, les manoeuvres court-termistes et les rafistolages ridicules dévoilent le vide ahurissant de sa mentalité. Même le versant esthétique de cette situation est évident : stérilité de la production artistique, vacuité de la production intellectuelle, répétition, récupération et médiatisation.

Alors que les républiques occidentales du XVIIIe au XIXe siècle étaient surtout travaillées par le projet social des bourgeoisies de l'époque, les prétendues démocraties contemporaines rassemblent tous les traits d'un régime purement oligarchique.

### Apparences et faux débats

Mais cela ne doit pas trop se voir, car les dominants tirent leur légitimité des élections, ce qui leur permet de faire passer ce régime pour démocratique. C'est là que les médias interviennent pour donner le change. Faute de vraie différence politique entre deux politiciens, on met en scène leurs différences superficielles : leur personnalité, leur parcours, leur histoire. On les oppose artificiellement, ils se lancent des petites phrases assassines, et cela tient lieu de débat. Ce cirque médiatique est grave car il contribue à rendre irréal le monde dans lequel nous sommes entraînés.

D'abord, il transforme les électeurs en marché de consommateurs, et les hommes politiques en produits marketing. C'est ainsi qu'on parvient à continuer à vendre de la camelote politicienne, malgré les réticences croissantes des électeurs-consommateurs, en racontant de jolies histoires (en marketing, on dit *story-telling*). Ensuite, il occupe tout l'espace. Dans les médias, on n'entend que deux sortes de choses : les piailleries de la politiciaille, et des débats désamorçés d'avance. La politiciaille met en avant tout ce qui est secondaire : Machin prépare son retour médiatique, Truc et Bidule s'étripent pour la direction du parti, etc. Ces cancan font la joie des commentateurs. Quant aux débats qui abordent les vraies préoccupations de la population, ils sont désamorçés d'avance : les questions sont préformatées, les réponses standardisées, les échanges convenus. Régulièrement, des démagogues se donnent en spectacle, font office d'épouvantails et rabattent les électeurs vers les candidats « sérieux ». C'est ainsi que les préoccupations des gens sont détournées, déformées pour correspondre à celles des politiciens. Lorsque nous soulevons un problème, ils le récupèrent, le détournent, le désamorcent pour le restituer dans leur *novlangue*. Les termes de la question de départ en deviennent méconnaissables.

### Des citoyens sans cité

Le jeu électoral ne permet qu'une chose : alterner les équipes au pouvoir. Les figurants changent, mais les rôles

restent les mêmes. La majorité minimise les problèmes, et pond des mesures de détail qui ne résolvent rien à long terme. L'opposition dramatise les problèmes pour discréditer la majorité et accéder à son tour au pouvoir. Aucun problème n'est résolu. Au fil des scrutins, la situation ne fait que s'aggraver.

Ce jeu stérile ne laisse aucun espace de véritable débat populaire. Dans les villes, les quartiers, les politiciens et leurs innombrables relais dans la bureaucratie locale veillent à ce qu'aucune initiative pertinente n'échappe à leur contrôle. De plus en plus, des dispositifs de « démocratie partici-pative » permettent aux élus coupés de la vie ordinaire de récupérer les bonnes idées sans lâcher une once de pouvoir. Alors nous pouvons participer aux réunions « consultatives », ou nous prononcer vaguement pour un projet d'aménagement parmi les trois délires post-modernes présélectionnés par M. le Maire. Mais jamais le processus démocratique n'est mené de bout en bout (information, élaboration, confrontation, vote, suivi, mise en oeuvre, etc.). La plupart d'entre nous flairent vite l'arnaque, et désertent aussi sec conseils de quartier, comité consultatifs et autres gadgets participatifs.

### **Et la démocratie dans la vie quotidienne ?**

Nous, « citoyens », sommes donc relégués dans un rôle passif, excepté un jour par an où nous sommes sommés d'aller voter. Le reste du temps, nous bénéficions du droit de ne décider de rien. Bien sûr, les libertés d'expression et d'engagement existent et sont précieuses. Mais militer en dehors des circuits de récupération traditionnels se fait systématiquement contre l'écrasante majorité des institutions en place, et surtout contre ce régime tel qu'il fonctionne, contre l'ensemble de l'organisation de la so-ciété. Car une véritable démocratie devrait concerner tous les aspects de notre vie quotidienne. Or, il existe des pans entiers de notre vie où même la démocratie représentative paraît un rêve irréalisable. Au travail, par exemple. On a rarement vu des employés élire leur patron, ni les salaires être soumis à référendum, ou encore un licenciement résulter d'un vote en assemblée générale... Même chose pour les chômeurs face à la CAF ou à Pôle Emploi : on attend de nous une soumission, une obéissance complète, en même temps qu'une participation à notre propre servitude.

Comment croire que nous serions en démocratie, alors que la principale activité de notre vie, celle qui nous fournit nos moyens de subsistance, est presque totalement en dehors de notre contrôle, individuel comme collectif ? L'existence des syndicats ne contredit pas cela. Nous verrons en quoi ils ne résolvent rien, bien au contraire.

### **Ni démocratie, ni dictature : oligarchie**

Bref, ce système électoral et cette société ne sont pas la démocratie. A cela, on nous répond que ce n'est pas la dictature. Mais l'argument ne vaut rien : ce n'est pas parce que tel animal n'est pas un chat que c'est un perroquet. Nous ne vivons ni en démocratie, ni en dictature : nous vivons sous le règne d'une oligarchie, c'est-à-dire dans une société où le pouvoir est dans les mains d'une minorité, peut-être 1 % de la population en Europe. D'ailleurs, l'élection n'a jamais été un trait démocratique mais bien oligarchique, et ce depuis l'Antiquité.

La population résiste à cette oligarchie de mille manières, dans son quotidien, souvent de façon banale et informelle, pour le meilleur ou pour le pire. Et lorsqu'elle veut protester contre des choix iniques ou un arbitraire un peu trop ostentatoire, elle ne passe pas par le jeu politique, où elle est toujours perdante. Elle descend dans la rue. Les mouvements sociaux sont la seule chose qui freine les délires suicidaires d'un système clos sur lui-même.

### **Comment reprendre le contrôle de nos vies ?**

Une fois ces constats dressés, deux démarches sont possibles. La première consiste à faire ce que les Français font depuis au moins cinquante ans : râler sans fin contre la pluie, le beau temps et les salauds du gouvernement, et espérer secrètement passer entre les gouttes. Démarche d'esclaves volontaires, jamais responsables de rien et qui

attendent que ça tombe tout cuit. Il y a un bilan à tirer de ces cinquante ans de râleries : elles sont aussi inefficaces que les politiques gouvernementales qu'elles dénoncent. Elles n'ont jamais empêché les libertés et les droits de reculer. La seconde consiste à prendre nos responsabilités comme individus et à nous efforcer de changer notre sort collectivement. C'est cette démarche qui a permis à maints peuples de gagner leurs libertés et leurs droits, le peuple français comme d'autres.

Cette démarche, c'est l'essence de la démocratie. Toutefois, prendre collectivement son destin en main ne se décide pas du jour au lendemain, et c'est une habitude qui n'existe pas actuellement. Il y a des réflexes à (re)trouver, des inhibitions à lever, des mécanismes de pensée à transformer.

### Le mythe de l'homme providentiel

D'abord, d'une manière générale, la tendance est de s'en remettre aux « autorités compétentes ». Face à l'aggravation de la situation, ce réflexe se transforme en recours à un Homme Providentiel. L'avenir de plus en plus incertain pousse à rechercher une solution magique, une personnalité exceptionnelle qui résoudrait tout, enfin : c'est ainsi qu'une communauté d'adultes devient une bande d'individus infantilisés et se jette dans les bras du premier démagogue venu. C'est se décharger à bon compte d'une décomposition sociale qui exigerait un engagement durable de tous. Réflexe archaïque et passablement dangereux, que l'on voit déjà à l'oeuvre, et qui ne peut qu'empirer si rien ne vient enrayer la mécanique actuelle.

### Pouvons-nous nous passer d'élus ?

Il y a ensuite d'autres réticences très compréhensibles. Pouvons-nous nous passer de nos élus, de nos dirigeants ? Sans leur savoir-faire, comment assurerons-nous le fonctionnement de la société ? Comment résoudrons-nous des questions vitales comme la distribution d'eau, d'électricité, de nourriture, etc. ? C'est un des arguments des oligarques pour essayer de justifier leur légitimité : la gestion de villes, de régions, de pays est complexe et doit être confiée à des spécialistes. Mais il faudrait que les élus nous expliquent un jour de quoi ils sont spécialistes. Les députés votent des lois sur des questions souvent très spécialisées et extrêmement diverses. Mais personne (à commencer par eux !) ne peut être spécialiste de tout. Et de fait, la plupart du temps, ils ne savent même pas ce qu'ils votent : ils suivent seulement les consignes de leur parti ou des technocrates qui les entourent et qui contrôlent *de fait* les partis ainsi que les hauts rangs de l'administration étatique. Ces gens sont de véritables décideurs inamovibles : ils rédigent les lois et formulent l'essentiel de la politique dans des dossiers délicats (économie, défense, énergie, emploi, politique extérieure) de chaque gouvernement, dont les membres sont en fait leurs porte-parole. Bien souvent, les élus votent sans lire des projets de loi quelquefois directement rédigés par des *lobbies* privés, certains que la contrepartie en nature ou en espèces leur sera profitable. Bref, ils ne sont pas plus spécialistes que vous et nous, bien au contraire, puisque vous et nous connaissons les décisions à prendre qui amélioreraient notre situation et celle de nos semblables.

Non, ce qui distingue un élu d'un simple quidam, ce ne sont pas ses qualités d'expert (l'ensemble des « quidams » a plus de compétences que les élus et l'administration réunis), c'est son appartenance à une caste qui considère la sphère publique comme son domaine privé. L'oligarchie ne recherche que ses propres intérêts, son propre maintien, que viennent régulièrement légitimer les « consultations électorales ». Un député nouvellement élu est l'obligé du clan auquel il doit son élection, qui l'a investi, qui a financé sa campagne. Lorsqu'il prend ses fonctions, il doit tenir compte de tel groupe industriel qui est le premier employeur de la région, du club des entrepreneurs locaux, de la société qui sponsorise le festival local, etc. Ces gens-là font désormais partie de son paysage quotidien, tandis que la foule des électeurs s'efface à l'arrière-plan. S'il lui arrive d'oublier ses obligations envers sa caste, un froncement de sourcils de M. le Préfet, le conseil amical d'un collègue et, au besoin, un coup de fil du ministre le rappelleront à l'ordre. Mais il y a rarement besoin d'en arriver là : l'élu sait exactement à quoi il s'engage.

### Les « bons » élus...

Bien sûr, on peut trouver, parmi les conseillers municipaux ou les maires de petites communes, des gens qui prennent véritablement à coeur le sort des populations. Mais ceux-là sont impuissants, parce que les échelons supérieurs sont verrouillés par les oligarques. S'ils bronchent trop, la com-munauté de commune, le conseil général les mettront au pas. Ah, tu n'es pas content ? Eh bien on ne te donnera pas d'argent pour refaire ta route.

Ce que nous pensons de la représentation s'applique aussi à la repré-sentation syndicale. Comme les représentants politiques, les bureaucraties syndicales forment un monde à part. Leurs cadres, leurs dirigeants font partie de l'oligarchie, au même titre que les politiciens et les capitalistes. Comme chez les politiciens, il peut y avoir à la base des gens intègres et réellement soucieux de l'intérêt des salariés. Mais ces « représentants syndicaux » participent du système représentatif qui nous dépossède de nos droits. Ce que nous exprimons ici, c'est ce que ressentent plus ou moins confusément 93 % des salariés français, qui désertent les mascarades que sont les élections professionnelles.

Finalement, les élections représentatives ne sont plus aujourd'hui que le moyen par lequel un peuple se décharge de ses responsabilités au profit de l'oligarchie. La question est : peut-on fonder une démocratie en remontant aux sources, à l'esprit initial du système ? Ou faudra-t-il inventer d'autres institutions, en nous inspirant d'autres traditions politiques ?

## II. Les fondements du régime représentatif

Le 18 mars 2012 à quatorze heures, place de la Nation à Paris, un cortège de partisans de Jean-Luc Mélenchon s'ébranle en direction de la Bastille. La campagne présidentielle bat alors son plein. Des participants arborent des pancartes « *Pour une VIe République* ». L'un d'entre nous interpelle quelques personnes : « *C'est quoi, la VIe République ? Vous voulez conserver le système représentatif ?* » Silences stupéfaits : les militants apostrophés ne saisissent pas le sens de la question et l'un ne trouve qu'à répondre, résumant magnifiquement la vacuité ambiante : « *Viens à cinq heures à la Bastille [sous-entendu : écouter le discours du Chef] et tu vas voir ce que c'est, la VIe République !* »

### Démocratie, république, représentation ?

Notre système politique est une « démocratie représentative ». Mais qu'est-ce que ça veut dire exactement ? Qu'est-ce que le système représen-tatif ? La république ? La démocratie ? Depuis deux cents ans, ces trois notions sont si bien embrouillées que lorsque nous disons « nous voulons la démocratie, pas une république fondée sur la représentation », les gens n'entendent qu'un charabia incompréhensible. Essayons de démêler tout cela en remontant aux Lumières, où les bases du système politique actuel furent posées.

### Quand la démocratie était suspecte...

Une erreur serait de croire que les penseurs des Lumières voulaient la démocratie. Au XVIIIe siècle, démocratie était un mot suspect, voire franchement péjoratif. Les penseurs d'alors voulaient en finir avec la monarchie absolue et les privilèges de naissance. Mais de là à vouloir que le pouvoir tombe aux mains du « peuple en corps », il y avait un gouffre. Car ce qu'on appelait « démocratie » à l'époque, c'était ce qu'on en lisait chez Platon et Aristote : le pouvoir était donné à tous les citoyens (c'est-à-dire tous les Athéniens mâles, adultes et libres), et ceux-ci l'exerçaient directement en se réunissant quarante fois par an en une assemblée de cinq ou six mille personnes.

Pour nos philosophes, les législateurs athéniens, les Solon, les Clisthène étaient jugés bien imprudents de vouloir donner de tels pouvoirs à la populace ! Voltaire leur préférerait d'autres figures, comme Pisistrate, le tyran débonnaire assimilé aux despotes éclairés du XVIIIe siècle. On préférerait l'idée d'aristocratie (c'est-à-dire du gouvernement des meilleurs), en escomptant bien que les « meilleurs » ne soient plus désignés par leur naissance, mais par leurs mérites. Le modèle était donc plutôt le système politique anglais, qui assurait des droits individuels (*habeas corpus* de 1679) et instaurait un équilibre entre les pouvoirs du roi, de la noblesse et de la bourgeoisie. Exception notable pourtant : Rousseau, qui était républicain et critiquait violemment le système anglais, préférant confusément la royauté de Sparte au système démocratique athénien.

Sous les Lumières, donc, la démocratie avait mauvaise réputation. Elle était vue comme une menace synonyme de chaos, et être traité de démocrate n'était pas un compliment. Cela tenait autant à la nature même de la démocratie qu'aux auteurs antiques qui en parlaient le plus : Platon était hostile à la démocratie, et Aristote, qui voyait alors la démocratie antique sombrer sous ses yeux dans l'irresponsabilité et la démagogie, s'en méfiait énormément.

### Le gouvernement représentatif contre l'expression populaire

Ainsi, lorsqu'en septembre 1789, les députés du tiers état se réunirent pour donner une Constitution à la France, ils choisirent le système représentatif. C'était alors un système censitaire et parlementaire. Censitaire, parce que seuls des « gens de biens » (des adultes mâles et propriétaires) avaient le droit de vote. Et parlementaire, car ils élisaient un notable local sur une base personnelle. Ce notable avait ensuite toute liberté de décision au parlement, tandis que la « société civile » n'y avait pas droit de cité. Ce furent notamment Sieyès (en France) et Madison (aux États-Unis) qui défendirent ce qu'ils nommèrent le gouvernement représentatif. Ils ne l'appelèrent pas démocratie, et pour cause : ils l'opposaient explicitement et volontairement à la démocratie, à l'auto-gouvernement du peuple, jugé impossible, trop dangereux, inefficace. C'est donc dès son origine que ce système a été entièrement conçu pour prémunir le gouvernement contre l'expression de la population.

Pour reprendre la terminologie de Montesquieu, la nature du gouvernement fut donc la république, et son principe fut le gouvernement représentatif. Principe aristocratique, et non démocratique : entre deux élections, les électeurs n'ont aucun moyen de révoquer ni de sanctionner les élus. Et ce n'est pas par négligence, mais pour laisser à l' élu toute sa liberté de décision, indépendamment de ses électeurs, qui le jugeront sur ses résultats.

### L'irruption imprévue du peuple

Mais les philosophes des Lumières n'étaient qu'une partie de ce grand courant émancipateur qui a traversé l'Occident, depuis au moins le XIIe siècle. Ce mouvement d'une société qui se transforme elle-même a été porté par une grande partie de la population : l'habitant du bourg qui s'émancipe des contraintes seigneuriales, l'artiste qui innove et transgresse les canons établis, la femme qui refuse d'être assignée à sa condition d'inférieure, le paysan qui lutte contre les spoliations de l'Église, le fantassin qui refuse de réprimer ses frères en révolte ou encore l'ouvrier des manufactures qui commence à s'auto-éduquer pour combattre les exigences du patron. Ce peuple voulait, lui aussi, et depuis trois siècles, la liberté et l'égalité, sans savoir lire une ligne de latin ou de grec, ou même de français.

Alors, entre le 20 juin 1789, où les députés du Tiers firent le serment de donner une Constitution à la France, et septembre-octobre, où ils rédigèrent une constitution monarchique, il y eut le 14 juillet, qui marqua symboliquement l'irruption du peuple sur la scène politique. Les gens, que les fusils des bataillons du roi traitaient de façon égalitaire, ne comprenaient pas le suffrage censitaire. Les femmes de Paris, qui avaient effectué un raid sur Versailles pour ramener la famille royale à Paris, ne comprenaient pas pourquoi elles n'avaient aucun droit politique. Les gens se mêlaient de tout, discutaient partout, et face à cette éruption démocratique, le système politique fut constamment à la traîne, lâchant des droits et établissant de plus en plus d'égalité sous la contrainte directe de la population. Les gens



l'investirent donc peu : pendant la Révolution, les taux de participation aux élections tournaient autour de 10 %. Par contre, la population mettait son nez partout, s'invitait à l'assemblée, imposant un contrôle de fait sur les débats. L'élément démocratique n'était pas prévu à la base. Il fut imposé par la population, par ses luttes et son comportement quotidien.

### La démocratie ne peut venir que du peuple

Le gouvernement représentatif est donc par nature un régime aristo-cratique, et ne prend des traits démocratiques que sous l'impulsion des luttes sociales. Mais ces traits sont contraires à ses principes et à son évolution naturelle : livré à lui-même, en l'absence de pression populaire, il tend automatiquement à constituer une oligarchie.

Ainsi, par exemple, il n'y aurait pas eu de suffrage universel sans l'irruption des ouvriers en 1848. La IIIe République n'aurait jamais institué les mesures de justice distributive (école, accès au chemin de fer) si la Commune n'avait pas, dix ans plus tôt, posé des revendications égalitaires et libertaires. La séparation de l'Église et de l'État, clairement établie par les communards en 1871, ne sera instaurée que 34 ans plus tard... C'est tout le mouvement ouvrier du XIXe et du début du XXe siècle qui va inventer les syndicats, la protection sociale (retraite, maladie) et l'éducation populaire, qui deviendront après-guerre la Sécurité sociale et l'État-providence. De même évidemment pour l'augmentation des salaires : sans les luttes innombrables de générations d'ouvriers et d'employés, jamais les dirigeants n'en auraient fait un levier économique. Chacun des traits égalitaires du système, nous le devons à la crainte que nous inspirons à la caste dirigeante. En l'absence de luttes, dans une période d'apathie prolongée, le système grignote ce qui lui a été arraché et suit sa pente naturelle vers l'oligarchie. C'est ce qui est en train de se passer.

### Le monde des élus n'est pas celui du peuple

Depuis cinquante ans, face à l'apathie croissante de la population, la gauche s'est alignée peu à peu sur les positions de la droite. Les décisions importantes ne se prennent aujourd'hui même plus au niveau des gouvernements nationaux ou internationaux sous la pression des industriels ou des *lobbies*, mais au niveau d'instances supranationales non élues : FMI, Banque mondiale, OMC, Commission européenne, etc. Formellement, nous choisissons les gouvernements qui désignent ces dirigeants. Mais en réalité, qui a son mot à dire dans ces désignations ? Cela ne nécessite-t-il pas d'être extrêmement riche, ou extrêmement influent ? Cette richesse, cette influence ne constituent-elles pas de fait un cens autrement plus élevé que celui de 1789 ? Même le cens de 1817, où le peuple était officiellement exclu du pouvoir politique, était plus démocratique, qui permettait à 110 000 riches de choisir leurs élus parmi les 16 000 plus riches d'entre eux. Malgré tous les discours sur la « démocratie », le système ne reconnaît aucune égalité (ni politique ni économique) entre les membres de la caste dirigeante et le reste de la population.

### Le grand mensonge

Malgré ces évidences facilement vérifiables pour qui veut, notre régime est qualifié de « démocratie ». Il ne l'est que depuis un siècle. Nos oligarques contemporains sont bien plus hypocrites que leurs prédécesseurs, qui eux, au moins, proclamaient haut et fort que le pouvoir du peuple signifierait la fin du monde. Nos arrivistes prennent le pouvoir en jurant par tous les saints que c'est pour que le peuple décide ! C'est ainsi qu'on nous raconte que, au bout du compte, l'élu est habité par la volonté de ses administrés. Quelle idée étrange, si l'on y réfléchit un peu ! Elle ne tient aucun compte de la réalité complexe ni de l'être humain ni de la société. Comment un individu peut-il penser (car c'est l'étymologie du mot *député*) et surtout décider à la place de milliers d'autres ? Si nous avons quelque chose à dire, nous pouvons le dire. Si quelqu'un le dit mieux que nous, nous pouvons nous taire et le laisser parler. Mais ce n'est pas ce que fait un représentant : il pense et parle en notre nom, sans nous demander notre avis. Selon ce conte pour grands enfants, l'Assemblée est la représentation exacte, mais en miniature, de la nation. Mais jamais

une assemblée ne pourra être le résumé de la société, la maquette à l'identique de toute la collectivité. L'introduction de quotas, de femmes, d'ouvriers ou de personnes issues de l'immigration, non seulement montre bien que l'Assemblée n'est pas la société, mais surtout ne résout strictement rien : une femme ne décidera pas forcément dans l'intérêt des femmes, un Noir ne pense pas comme tous les Noirs, un ouvrier n'a pas la même opinion que tous les ouvriers, etc. Par où que l'on prenne le problème, c'est d'une prétention sans nom et une insulte que de vouloir réduire la complexité sociale sans la mutiler.

Nous sommes donc pour la démocratie, mais contre la république et le système représentatif, qui sont antidémocratiques par principe. Et nous ne voyons personne, sur la scène politique, prendre la mesure de ces positions. Elles sont d'autant moins faciles à défendre que nous vivons une période d'intense décomposition sociale. Celle-ci est visible dans le fonctionnement électoral, dont nous avons parlé en première partie, mais provient aussi d'un élément que nous n'avons encore que peu abordé : le comportement et la culture populaires contemporains, qui sont actuellement radicalement incompatibles avec un fonctionnement démocratique.

(.../...)

[Seconde partie disponible ici](#)

---

[1] Ce texte est une reprise de [notre tract La démocratie contre les élections](#), janvier 2007. Il est largement inspiré des textes de C. Castoriadis et notamment pour la dernière partie de « La démocratie athénienne : fausses et vraies question » (in *Montée de l'insignifiance*, Seuil 1996) ainsi que du livre de Moses I. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne* (1976), Payot 2003.